

Flash Economie

5 février 2020 - 166

Le procès du libéralisme

On peut appeler libéralisme ou « néo-libéralisme » l'organisation économique qui s'est mise en place progressivement à la fin des années 1970 dans les pays de l'OCDE :

- entreprises maximisant les profits pour l'actionnaire ;
- déréglementation des marchés du travail, réduction du rôle des syndicats ;
- diminution de la pression fiscale ;
- libre circulation internationale des biens et services et du capital ;
- concurrence forte sur les marchés des biens et services, rejet des positions dominantes.

Il faut reconnaître que, au départ, il existait des arguments solides en faveur de ces choix « néo-libéraux » :

- la maximisation des profits par l'actionnaire pousse les entreprises à être plus efficaces ; de plus ce n'est pas aux entreprises mais à l'Etat de mettre en place de la redistribution ;
- le monopole syndical créait une organisation sclérosée de l'économie, empêchant les processus « schumpétériens » de remplacement d'une entreprise par une autre ;
- une pression fiscale élevée et des entreprises en position dominante peuvent décourager l'innovation ;
- la libre circulation internationale des capitaux et des biens et services permet d'allouer l'épargne mondiale là où elle est le plus efficacement utilisée et d'exploiter les avantages comparatifs des différents pays, de réduire les inégalités entre pays riches et pays pauvres

Il faut d'abord reconnaître que, surtout aux Etats-Unis, on est aujourd'hui loin d'une concurrence parfaite avec la concentration des entreprises et la reconstitution de positions dominantes sur les marchés des biens et services. Mais surtout les politiques économiques néo-libérales conduisent aujourd'hui à des évolutions négatives dans les pays de l'OCDE qui sont fortement critiquées :

- la déformation du partage des revenus au détriment des salariés avec le recul du pouvoir de négociation des salariés, d'où la hausse des inégalités, d'où des profits inutiles, supérieurs à ceux qui sont nécessaires pour financer l'investissement, une rentabilité du capital anormalement élevée ;
- l'utilisation d'énergies fossiles peu chères, sans que les Etats fassent l'effort de décourager cette utilisation, d'où la hausse considérable des émissions de CO₂ ;
- la concurrence fiscale entre les pays qui tire vers le bas les ressources des Etats ;
- la destruction d'emplois intermédiaires, essentiellement d'emplois industriels, avec le transfert des industries milieu de gamme et bas de gamme vers les pays émergents, d'où la bipolarisation des marchés du travail, la réduction de mobilité sociale ;
- la variabilité excessive des flux de capitaux internationaux, conduisant à la variabilité excessive des taux de change, en particulier des pays émergents, et à la déstabilisation des économies.

Les Etats de l'OCDE doivent donc aujourd'hui corriger ces désordres créés par le néo-libéralisme : incitations fiscales pour que les gains de productivité soient distribués aux salariés ; prix commun du CO₂ ; coordination fiscale ; protection des industries stratégiques et politique industrielle stratégique ; contrôles des capitaux décourageant les capitaux spéculatifs. Il faut surtout définir un « capitalisme non libéral »

Patrick Artus

Tel. (33 1) 58 55 15 00
patrick.artus@natixis.com

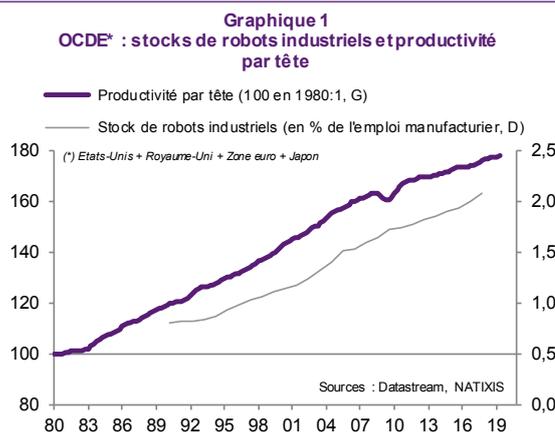
 @PatrickArtus

www.research.natixis.com

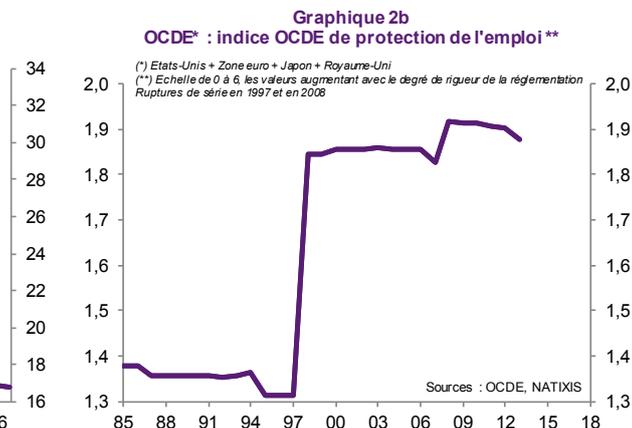
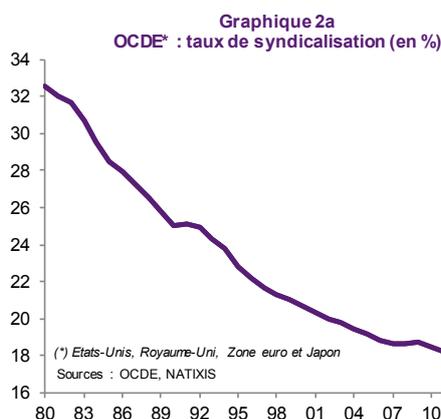
Il faut reconnaître qu'il existait des arguments solides en faveur de l'installation du néo-libéralisme

Les différentes composantes des politiques économiques néo-libérales ont à l'origine un objectif intéressant et sérieux.

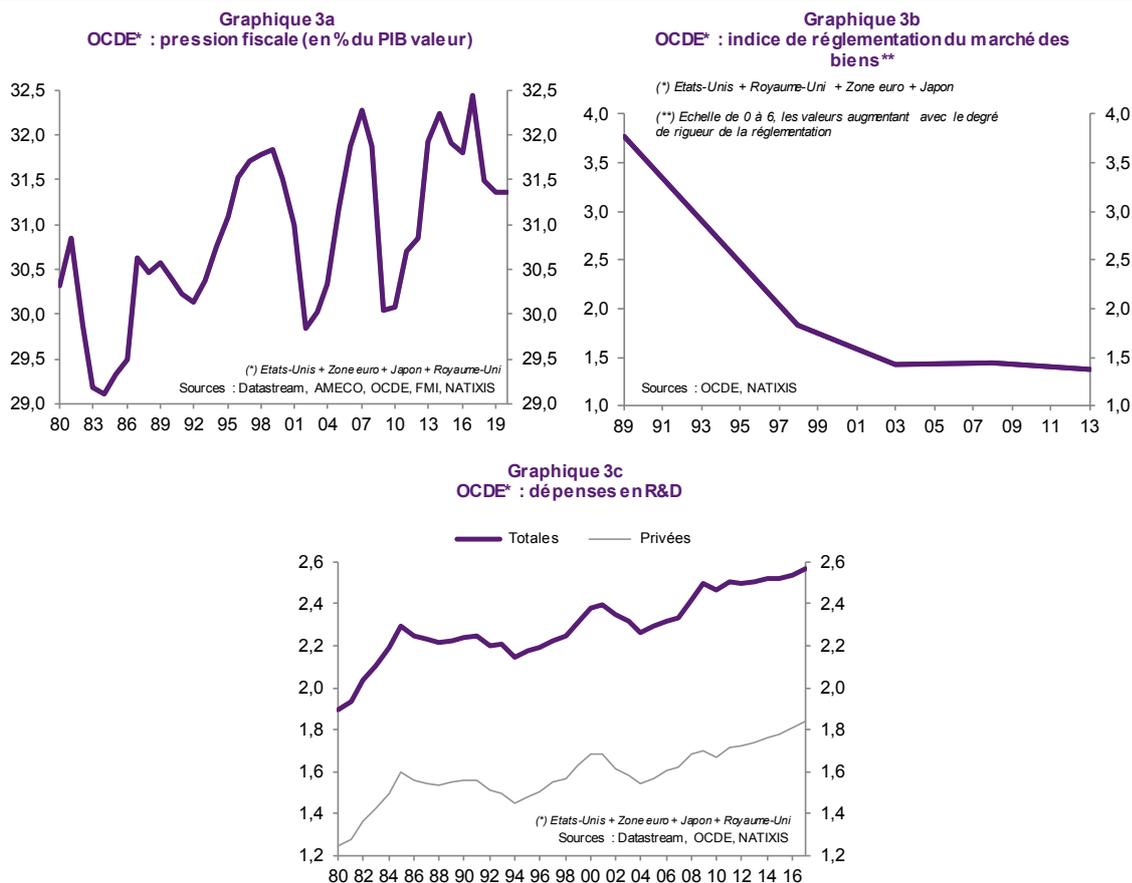
- 1- **La maximisation des profits pour l'actionnaire** vise à rendre les entreprises plus efficaces (ce qui a été le cas, **graphique 1**), et part du principe que la redistribution doit être faite par les Etats et pas par les entreprises.



- 2- **La désyndicalisation (graphique 2a)** a été liée à la disparition du monopole syndical, qui sclérosait l'économie, empêchant le transfert des emplois vers des entreprises plus efficaces. **La dérèglementation des marchés du travail (graphique 2b)** visait à réduire le chômage structurel en évitant que les salaires d'équilibre soient anormalement élevés.

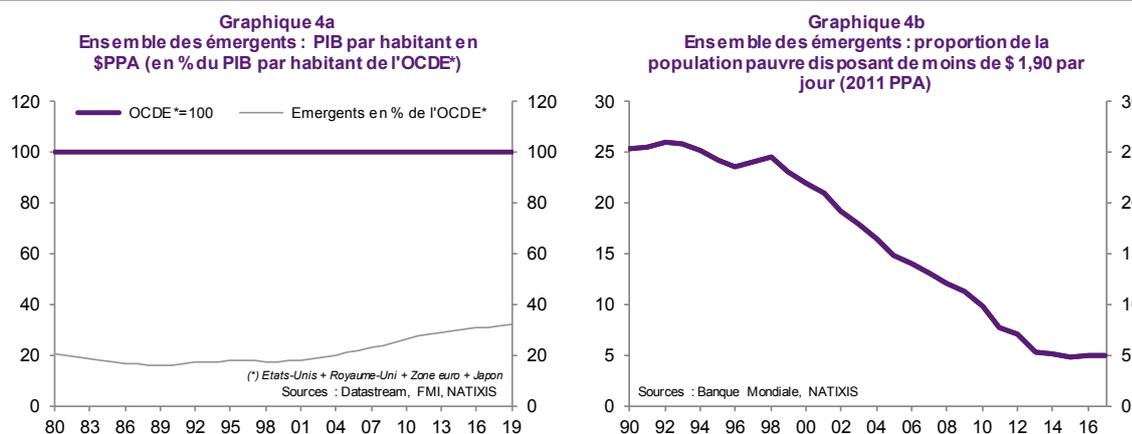


- 3- **La pression fiscale élevée (graphique 3a) et l'absence de concurrence sur les marchés des biens et services (graphique 3b)** décourageaient l'innovation (**graphique 3c**) avant l'apparition des politiques libérales.



4- La libre circulation internationale des capitaux et des biens et services a comme objectifs l'allocation efficace de l'épargne mondiale et la possibilité d'exploiter les avantages comparatifs de tous les pays.

Il faut reconnaître qu'elle a permis le rattrapage du revenu des pays émergents (graphique 4a), le recul impressionnant de la pauvreté dans les pays émergents (graphique 4b).



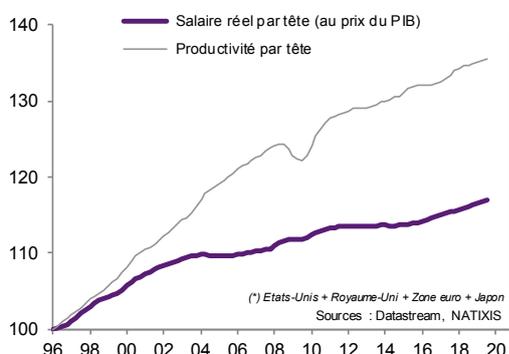
Il ne faut donc pas ignorer les fondements théoriques sérieux du néo-libéralisme.

Mais 40 ans d'expérience de néo-libéralisme ont montré les graves problèmes provoqués par le néo-libéralisme

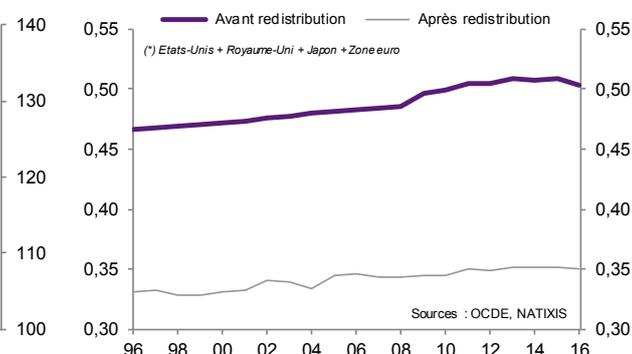
Regardons chaque composante du néo-libéralisme, et regardons les désordres qui ont été créés :

- la désyndicalisation, les dérèglementations des marchés du travail, la pression sur les entreprises pour qu'elles maximisent leurs profits ont conduit à une **forte déformation du partage des revenus au détriment des salariés** à partir des années 1990 (graphique 5a), ce qui a conduit à la **hausse des inégalités** (graphique 5b), à une **profitabilité des entreprises supérieure à celle qui est nécessaire pour financer les investissements** (le taux d'autofinancement est supérieur à 100%), à une **rentabilité anormalement élevée des fonds propres** (graphique 5c) ;

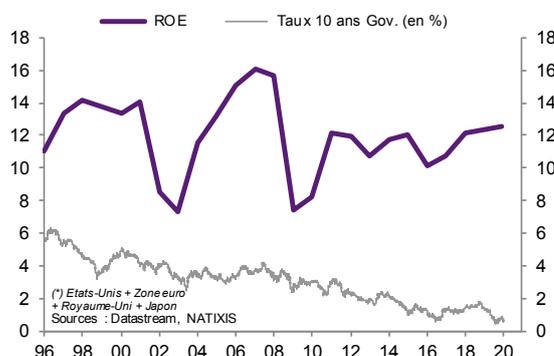
Graphique 5a
OCDE* : salaire réel par tête et productivité par tête (100 en 1996:1)



Graphique 5b
OCDE* : indice de Gini des inégalités de revenu (échelle de 0 à 1)

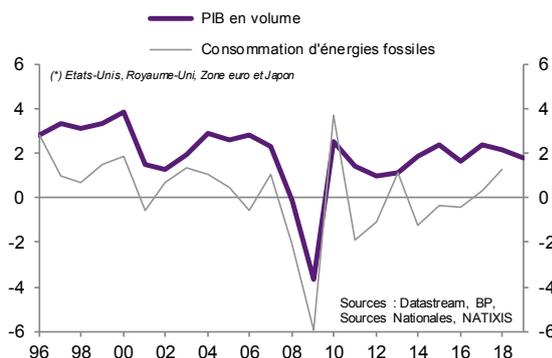


Graphique 5c
OCDE* : ROE et taux d'intérêt à 10 ans sur les emprunts d'Etat (en %)

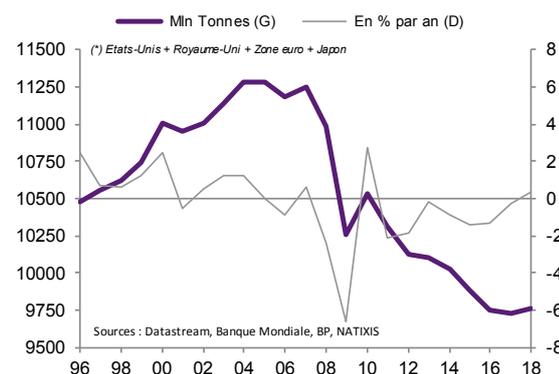


- les économies néo-libérales ont utilisé massivement les énergies fossiles peu chères (graphique 6a) puisque les gouvernements n'ont rien fait pour réduire cette utilisation, d'où la **hausse considérable des émissions de CO₂** (graphique 6b) ;

Graphique 6a
OCDE* : PIB en volume et consommation d'énergies fossiles (en % par an)

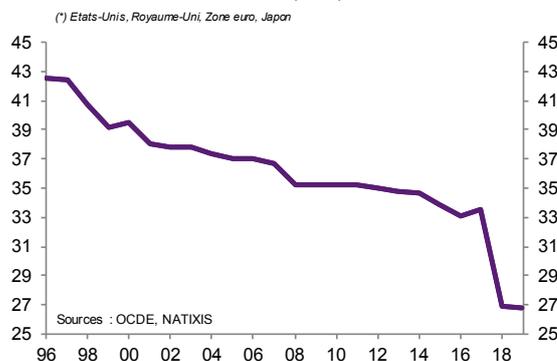


Graphique 6b
OCDE* : émissions de CO2



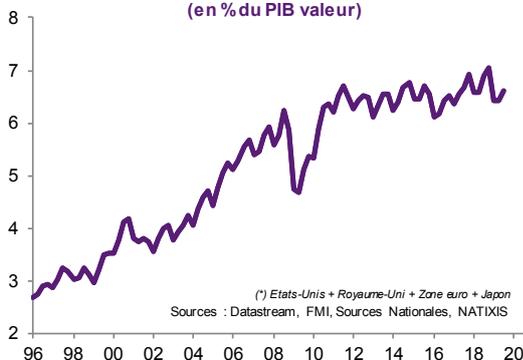
3- la concurrence fiscale entre les pays tire vers le bas en particulier la taxation des profits des entreprises (graphique 7), ce qui réduit les ressources des Etats ;

Graphique 7
OCDE* : taux d'imposition sur les profits des sociétés (en %)

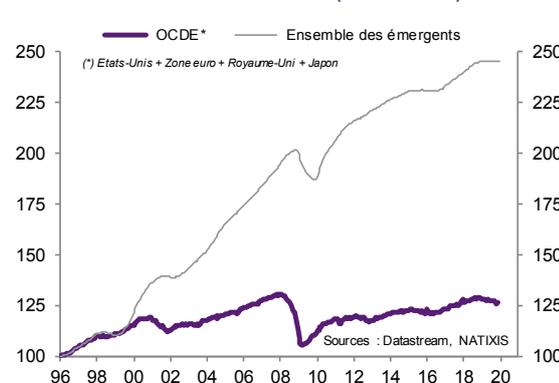


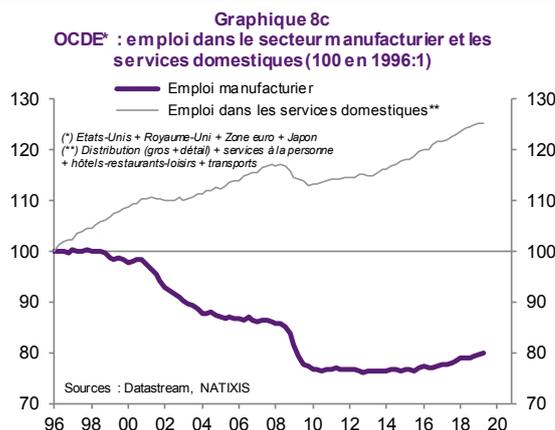
4- l'ouverture des échanges avec les pays émergents (graphique 8a), qui accroît globalement le bien-être, a inévitablement conduit au transfert de l'industrie milieu et bas de gamme des pays de l'OCDE vers les pays émergents (graphique 8b), d'où les pertes d'emplois industriels dans les pays de l'OCDE (graphique 8c).

Graphique 8a
OCDE* : importations depuis l'ensemble des émergents hors Russie + OPEP (en % du PIB valeur)

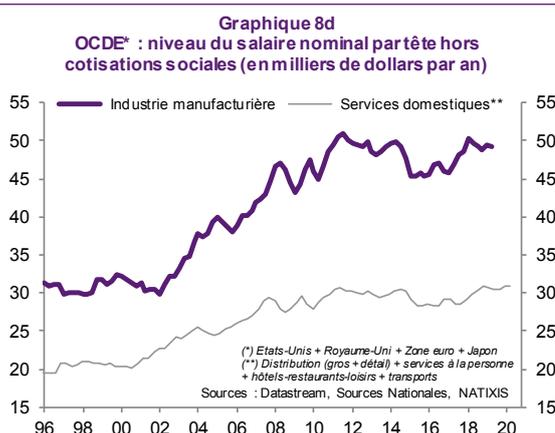


Graphique 8b
Production manufacturière (100 en 1996:1)





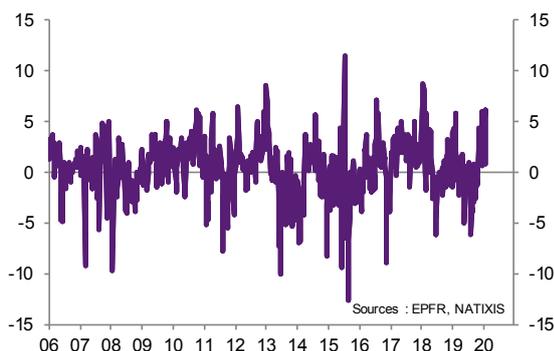
La dégradation des emplois industriels, et des emplois de services associés, conduit à **la bipolarisation des marchés du travail** (les emplois se concentrent aux deux extrêmes, emplois qualifiés à revenu élevé, emplois peu qualifiés dans les services domestiques à revenu faible, **graphique 8d**), à **la disparition des emplois intermédiaires, au recul de la mobilité sociale** puisqu'il est moins facile de passer d'un emploi peu qualifié à un emploi intermédiaire ;



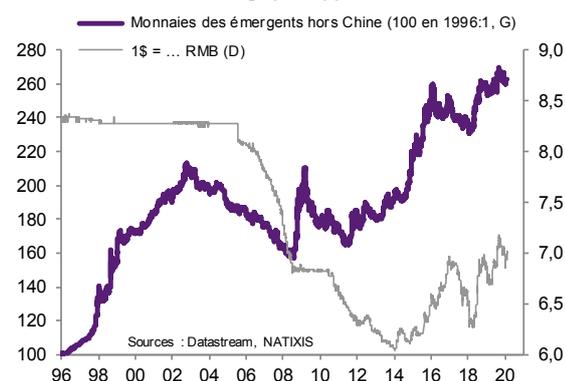
5- la libre circulation internationale des capitaux a conduit à une **variabilité excessive des flux de capitaux internationaux**, qui se voit en particulier dans les pays émergents (**graphique 9a**).

Il en résulte une **variabilité considérable des taux de change des pays émergents** (**graphique 9b**), qui déstabilise les économies (avec ses effets sur l'inflation, les termes de l'échange, les taux d'intérêt).

Graphique 9a
Ensemble des émergents : achats nets d'actions et d'obligations par les non résidents (Md de \$)



Graphique 9b
Taux de change par rapport au dollar



Synthèse : incitations et réglementations

Les inconvénients du néo-libéralisme (déformation du partage des revenus, inégalités, émissions massives de CO₂, concurrence fiscale, destruction des emplois intermédiaires, réduction de la mobilité sociale, variabilité excessive des flux de capitaux internationaux) sont aujourd'hui considérés comme insupportables. **Inévitablement, ceci va entraîner :**

- **le retour d'incitations** (à un partage équitable des revenus, à la réduction de l'utilisation des énergies fossiles) ;
- **le retour de coordinations** (fiscales) ;
- **le retour de réglementations** (contrôles des capitaux, des acquisitions d'entreprises) ;
- **le retour d'interventions de l'Etat** (politique industrielle).